

Comité : Conseil des expert.e.s sur la sécurité mondiale

Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?

Nom du think tank/groupe de réflexion : *Institut d'Études Internationales de Montréal (IEIM)*

1. De quelle manière notre think tank est concerné par le sujet ?

L'Institut d'Études Internationales de Montréal (IEIM) est directement concerné par la protection des civils face à l'insécurité à travers ses activités de recherche et de sensibilisation. Nous organisons régulièrement des conférences sur le droit international humanitaire, notamment « Le droit international humanitaire en Ukraine : défis, lacunes et opportunités » (novembre 2022) et « L'invasion de l'Ukraine, deux ans après » (février 2024), analysant les répercussions sur la protection civile.

En collaboration avec la Croix-Rouge canadienne et l'UQAM, nous sensibilisons étudiants, chercheurs et décideurs au respect du droit international. Nos tables rondes permettent un dialogue direct entre la communauté universitaire et les acteurs de terrain, confrontant les recommandations académiques aux réalités opérationnelles.

2. Que propose notre think tank ?

La protection de la population civile dans les conflits armés est essentielle car les civils sont souvent les principales victimes des violences, souffrant de massacres, de déplacements forcés, de violences sexuelles et de privations de ressources vitales (eau, nourriture, accès aux soins). Cette protection vise à préserver la vie, la dignité et les droits fondamentaux des personnes non combattantes. Elle est également cruciale pour le redressement du pays après les conflits, la population étant l'actrice principale du relèvement économique et démographique.

Nous identifions plusieurs niveaux d'insécurité civile nécessitant des réponses adaptées :

En situation de conflits armés, les exemples actuels sont nombreux et alarmants. Le conflit russo-ukrainien (débuté en 2022) a causé 6 700 morts ou blessés civils enregistrés au premier semestre 2025 selon l'ONU. À Gaza, 61 000 civils palestiniens sont morts selon les rapports validés par l'ONU, conséquence des conflits opposant Israël à la Palestine. Des conflits moins médiatisés en Occident mais tout aussi dramatiques touchent l'Amérique du Sud avec les cartels et gangs. Des pays comme le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua ou le Salvador sont confrontés à une violence chronique liée aux gangs (maras), avec des massacres, des affrontements en prison et une répression politique. En Afrique, particulièrement en Éthiopie, les milices Fano affrontent l'armée éthiopienne dans l'Amhara depuis le

printemps 2023, alimentées par des rivalités ethniques et politiques. Plus de 21 millions d'Éthiopiens sont confrontés à des crises alimentaires aggravées, entraînant de nombreuses morts civiles liées à la malnutrition.

Pour ces situations, nous proposons la création d'une application gouvernementale d'alerte intégrée qui lancerait des alertes sur les zones de danger imminent, permettant à la population de se diriger vers des endroits plus sûrs. Cette application aurait une fonctionnalité pour demander des soins d'urgence en renseignant le type de besoins ou de blessures, permettant aux unités de secours de prévoir le matériel adéquat. Elle offrirait également la possibilité de contacter des psychologues et psychiatres volontaires pour atténuer les effets post-traumatiques. Post-conflit, l'outil faciliterait la création de sondages et référendums simplifiés sur la reconstruction et les besoins quotidiens.

Face aux menaces hybrides et risques nucléaires, nous observons que la stabilité des économies peut être compromise par des campagnes de désinformation et de propagande. La diffusion de rumeurs orchestrées, de fake news et de messages alarmistes sur les réseaux sociaux déstabilise les sociétés, brouille la confiance dans les institutions et divise la population, notamment à Taïwan, en Inde et en Asie du Sud-Est. Les populations vivent constamment dans la crainte de coupures d'approvisionnement, d'attaques informatiques ou de manipulation. Les risques nucléaires participent également de ce climat d'insécurité, les pays détenteurs utilisant ces armes comme moyen dissuasif, mais les essais peuvent polluer les environnements, comme les derniers essais français en Polynésie française en 1991.

Pour ces défis, nous préconisons la création de structures de collaboration interétatiques pour sécuriser les réseaux et assurer la fiabilité des informations qui y circulent.

Sur le plan humanitaire global, nous recommandons que les États accordent plus de moyens aux ONG et développent une concertation et coordination internationales à visée multilatérale renforcée, pour une protection civile efficace et durable face à l'ensemble de ces menaces.